

## Vers de nouvelles interactions entre les Suds ? L'exemple des liens entre Madagascar et l'Afrique du Sud

Catherine Fournet-Guérin<sup>1</sup>  
Céline Vacchiani-Marcuzzo<sup>2</sup>

### Résumé :

Dans le contexte de mondialisation, les échanges entre pays du Sud ne cessent de se développer. L'Afrique du Sud, puissance émergente du continent, et le pays pauvre voisin, Madagascar, s'inscrivent dans cette dynamique. L'article examine l'intérêt sud-africain pour Madagascar à l'échelle du continent africain et dans le contexte de régionalisation des échanges, puis s'intéresse aux relations bilatérales entre les deux pays, à la fois hétérogènes et dissymétriques. Enfin, l'article examine les raisons pour lesquelles les échanges entre ces deux pays voisins restent finalement hypotrophiés. L'analyse menée permet également de s'interroger sur la marginalisation progressive de la France dans le développement économique de ses anciennes colonies d'Afrique face à la présence croissante de pays émergents.

**Mots-clés :** Madagascar, Afrique du Sud, mondialisation, échanges Sud-Sud, impacts spatiaux.

**Title :** New Interactions between Southern Countries ? A Case Study of the Links between Madagascar and South Africa.

### Abstract :

In the context of globalization, trades among developing countries continue to grow. South Africa, the continent's emerging power, and the poor country neighbour, Madagascar, are part of this dynamic. The paper examines the South African interest for Madagascar across the African continent and in the context of regionalization of trade, and then focuses on bilateral relations between the two countries, both heterogeneous and asymmetric. Finally, the article examines the reasons why trades between these two neighbouring countries are finally hypotrophied. The analysis also allows to examine the gradual marginalization of France in the economic development of its former colonies in Africa, comparing to the growth of emerging countries.

**Key-words :** Madagascar, South Africa, Globalization, South-South cooperation, spatial implications.

---

<sup>1</sup> Université de Reims Champagne-Ardenne, maître de conférences en géographie.

<sup>2</sup> Université de Reims Champagne-Ardenne, maître de conférences en géographie, UMR 8504 Géographie-cités.

L'accélération des flux, l'internationalisation des échanges, la grande mobilité géographique du capital productif et l'intensification des relations au sein des entreprises traduisent en partie le processus de mondialisation. Ces dynamiques, qu'il s'agisse des flux financiers et économiques, des mouvements migratoires, des infrastructures de transport notamment aérien ou des transferts de connaissances, sont très sélectives bien qu'elles s'organisent selon des combinaisons très diverses. Ces flux permettent en effet la connexion des pays selon des axes majoritairement Nord-Nord, soit entre pays au développement économique équivalent, et Nord-Sud, reposant sur l'exploitation des différentiels économiques. Cependant, une des observations les plus marquantes des vingt dernières années est l'émergence des pays du Sud. Dès 2006, le rapport annuel de la CNUCED<sup>3</sup> souligne que « *Les flux de capitaux Nord-Sud jouent toujours un rôle important, mais le monde de l'investissement direct étranger devient multidimensionnel. La tendance la plus nette est l'augmentation de ces flux en provenance de pays en développement et en transition* ». Ainsi, le rôle des pays émergents comme la Chine, mais aussi le Brésil, l'Inde, le Mexique ou encore l'Afrique du Sud, seul pays considéré comme « émergent » sur le continent africain, perçu comme potentielle tête de pont du développement, est moteur dans les processus en cours (Gervais-Lambony, 2012). A différentes échelles, régionale ou continentale, l'Afrique du Sud opère comme un « centre » influant sur diverses périphéries plus ou moins dominées. Dans ce contexte, l'analyse de la présence sud-africaine sur le territoire malgache permet d'aborder les dynamiques à l'œuvre dans les échanges entre pays du Sud et d'en mesurer l'impact socio-spatial, à travers notamment la sélection de certains types d'espaces et de certains pôles.

A Madagascar, les années 2000 semblent constituer un tournant dans l'intensification des liens avec le puissant voisin sud-africain, puisque le pays adhère en 2005 à la *Southern African Development Community* (SADC), organisation régionale anglophone dominée par l'Afrique du Sud et qu'il se dote d'une troisième langue officielle, l'anglais, aux côtés du malgache et du français, langue du colonisateur très diffusée dans les affaires économiques et dans l'administration. Au-delà d'une supposée francophobie du président de la République de l'époque, Marc Ravalomanana, peu soutenu par l'ancienne métropole coloniale lors de son accession chaotique au pouvoir en 2002 et à son tropisme américain et plus largement anglo-saxon, il faut probablement y voir des motivations pragmatiques de coopération régionale.

Il s'agit d'étudier les différents aspects que revêt le processus multiforme d'intégration entre pays du Sud, au prisme des échanges entre l'Afrique du Sud et Madagascar : économiques, politiques, institutionnels, migratoires, ou relevant des représentations réciproques que conçoivent ces voisins<sup>4</sup>. Pour Madagascar, le développement de relations avec ce voisin puissant doit-il être interprété comme une prise de distance envers l'ancienne métropole coloniale ou bien comme une nouvelle forme de sujétion, de nature économique, Madagascar ne représentant qu'une périphérie africaine secondaire pour le pays le plus riche du continent ? Dans le contexte postcolonial, la place de la France dans des pays comme Madagascar est-elle vouée à décliner au profit de puissances régionales dites émergentes ? Ces thèmes seront abordés selon une perspective multiscale, de l'échelle macroscopique (internationale et continentale), puis mésoscopique (régionale et bilatérale) et enfin microscopique (locale) pour évaluer l'impact spatial de la présence sud-africaine à Madagascar et les limites de ces liens.

<sup>3</sup> Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement.

<sup>4</sup> Ce travail se fonde sur des données statistiques, sur des entretiens qualitatifs menés à Antananarivo entre 2008 et 2011, sur des articles de presse et sur des observations de terrain à Madagascar.

## 1- Le développement de liens entre Madagascar et l'Afrique du Sud s'inscrit dans une politique d'échelle continentale et régionale

En 2003, un quotidien français<sup>5</sup> a dressé une carte des investissements sud-africains en Afrique qui a connu une diffusion relativement importante. Elle illustre à quel point le pays était devenu puissant sur le plan économique, accédant notamment au rang de premier investisseur dans le continent africain, supplantant ainsi la France, reléguée à la deuxième place. On constate à la fois la diversité des secteurs d'investissements (électricité, téléphonie mobile, banques, hôtellerie, BTP, restauration rapide...) et l'ampleur de la diffusion spatiale de ces investissements : la plupart des pays africains accueillent des entreprises sud-africaines. Il s'agit là d'une forme de mondialisation intra-africaine, qui témoigne à la fois de l'essor économique de nombreux pays du continent et surtout de la montée en puissance de l'Afrique du Sud, perçue par certains comme un nouvel impérialisme (Darbon, 2000 ; Vacchiani-Marcuzzo, 2005). Si, à la fin 2010, l'Afrique subsaharienne représente 18 % des exportations sud-africaines, 36 % des exportations sont cependant destinées à l'Asie (le premier partenaire commercial est désormais la Chine) et 27 % à l'UE, témoignant de réorientations importantes depuis une décennie (OCDE, 2012). Les exportations de produits manufacturés vers l'Asie et l'Afrique ont fortement augmenté, contrairement à celles destinées à l'Amérique et à l'Europe.

### 1.1. Madagascar : un pays africain destinataire d'investissements sud-africains

Madagascar présente un profil fonctionnel typique de nombreux pays africains avec une structure économique révélant une sous-industrialisation. L'évolution des stocks d'investissements directs étrangers (IDE) à destination du territoire malgache (figure 1) montre une stagnation voire une légère croissance dans les années 1990, un recul en 2000 et une accélération depuis 2006, révélant une plus grande attractivité, même si celle-ci reste modérée. En revanche, le stock d'IDE sortants très faible et stable prouve l'existence de relations dissymétriques entre Madagascar et le reste du monde.

Cette configuration explique en partie que Madagascar ne se singularise guère dans le profil des IDE ou des exportations émanant d'Afrique du Sud : on y trouve principalement de la prospection dans le secteur des pierres précieuses (diamants<sup>6</sup>) et des investissements dans le secteur des services telles les activités bancaires ou l'implantation dans les années 2000 de la célèbre chaîne de supermarchés sud-africains, Shoprite, devenu l'investissement principal dans le secteur.

**Figure 1. Stocks d'investissements directs étrangers, 1990-2010** (Source, CNUCED, 2011)

L'implantation de Shoprite à Madagascar est révélatrice de la stratégie économique de l'Afrique du Sud. Shoprite est présent dans onze pays africains, dont Madagascar est le seul qui soit francophone (figure 2). La chaîne est implantée dans quatre grandes villes : la capitale Antananarivo, Tamatave, le principal port, Majunga, située sur la côte nord-ouest de l'île et Antsirabe, grand centre industriel situé à 150 km au sud d'Antananarivo. Dans ces trois villes de province, on ne compte qu'un seul supermarché Shoprite, en plein centre-ville.

<sup>5</sup> *Le Monde*, 11 novembre 2003.

<sup>6</sup> L'entreprise De Beers, associée à l'entreprise canadienne Majesco, prospecte sur différents sites.

**Figure 2. Implantation d'enseignes sud-africaines franchisées** (Source : CNUCED, 2011)

Pour Shoprite, Madagascar ne constitue manifestement pas une destination privilégiée. Tout d'abord, le site Internet de l'entreprise<sup>7</sup> décrit de manière imprécise l'implantation à Madagascar, trahissant même une méconnaissance manifeste de celui-ci. Il est en effet indiqué que 50 % de la population de Madagascar réside à Antananarivo, alors que celle-ci en accueille tout au plus 10 %, soit moins de deux millions d'habitants dans l'agglomération sur vingt millions de Malgaches, pour un taux d'urbanisation faible, légèrement supérieur à 30 % (ONU, Population Division, 2009).

Un entretien mené avec le directeur du marketing<sup>8</sup> confirme cette impression. Celui-ci témoigne de la difficulté de s'implanter à Madagascar, pour différentes raisons : la date choisie tout d'abord, puisque Shoprite est arrivé dans le pays en octobre 2002, soit quelques mois seulement après une grave crise politique qui avait paralysé l'économie du pays, faisant fuir plusieurs investisseurs de zones franches. De plus, Madagascar est un pays très pauvre et très peu développé avec un RNB par habitant de 809 dollars (en parité de pouvoir d'achat) et un IDH à 0,53, le plaçant à la 143<sup>e</sup> place sur 175 pays classés. Ce niveau de développement crée de multiples écueils concernant la chaîne logistique. Le directeur souligne également les difficultés liées à l'étroitesse du marché local, en raison de la pauvreté d'une grande majorité de la population pour qui s'approvisionner dans un supermarché n'est pas envisageable. En effet, 85 % de la population du pays vit avec moins de deux dollars par jour, et dans la capitale, 66 % de la population est considérée comme pauvre selon les critères des Objectifs du Millénaire pour le Développement (Gastineau *et al.*, 2010). Enfin, le directeur évoque la question linguistique, les produits étant étiquetés au départ seulement en anglais. Selon M. Thabiso, Shoprite avait sous-estimé les différences entre Madagascar et des pays d'Afrique tels la Tanzanie ou le Malawi. L'entreprise a dû s'adapter à une clientèle très différente, qui notamment ne se rend pas au supermarché pour y faire ses courses, mais seulement pour s'y promener, attirée par la nouveauté et la modernité du lieu. En effet, les premiers supermarchés ne sont apparus qu'au début des années quatre-vingt-dix et leur pouvoir de séduction ne s'est pas réduit depuis. Leur taux de pénétration est extrêmement faible auprès de la population citadine. Or Shoprite avait au début adopté la même stratégie marketing qu'en Afrique : l'entreprise proposait à la vente « *what we have* », (ce que nous avons) ; elle a dû s'adapter au contexte malgache et proposer « *what they want* » (ce qu'ils veulent). Ceci se traduit notamment dans l'origine des produits vendus dans les rayons des Shoprite : on y trouve des produits malgaches, français, mauriciens, indiens, malaisiens, indonésiens et... sud-africains : cette origine arrive en dernier dans la liste de M. Thabiso, qui souligne que la part des produits sud-africains proposés en rayon, boudés par la clientèle malgache, a fortement baissé depuis 2002 et est désormais très faible. En dépit de ces difficultés, l'entreprise revendique un million de clients mensuels dans les six magasins de la capitale (un a fermé depuis) et un taux de croissance du chiffre d'affaires de 10 % par mois.

### 1.2. L'essor de liens d'échelle régionale entre Madagascar et l'Afrique du Sud : le processus de régionalisation à l'œuvre

<sup>7</sup> <http://www.shoprite.co.za/Pages/127416071/about/africa/Madagascar.asp>, consulté le 11 mai 2012.

<sup>8</sup> Entretien mené en anglais, avril 2008, au siège de Shoprite à Antananarivo. M. Thabiso est l'un des deux seuls Sud-africains employés par Shoprite et résidant à Madagascar, avec le directeur général.

A sa demande, Madagascar est désormais intégrée à la sphère d'influence politique sud-africaine. Depuis la fin de l'apartheid, l'Afrique du Sud a intégré les organisations régionales africaines et en est rapidement devenu le pays dominant (Ahwireng-Oben & McGowan, 1998). C'est le cas pour l'Organisation de l'unité africaine (OUA, devenue Union africaine en 2002), intégrée par la nouvelle Afrique du Sud en 1994, mais aussi pour la SADC, refondée en 1992 à partir de l'ancienne SADCC qui excluait l'Afrique du Sud, laquelle la rejoint en 1994 également. Madagascar a été le dernier pays admis au sein des quinze membres en 2005.

Cette adhésion est singulière puisque Madagascar est l'un des deux seuls pays francophones de la SADC, avec la République démocratique du Congo. Le ministère des Affaires étrangères malgaches justifie l'adhésion en ces termes : « *la proximité géographique, la puissance économique de l'organisation, l'existence d'importants échanges commerciaux entre Madagascar et certains pays de la SADC tels que l'Afrique du Sud, une complémentarité prouvée des pays de la région* »<sup>9</sup>. Cependant, la SADC a été appelée à jouer un rôle renforcé à Madagascar depuis les mouvements de 2009 qui ont conduit à la fuite du président en exercice, Marc Ravalomanana, en Afrique du Sud. Depuis cette date, Madagascar est toujours suspendu de la SADC, laquelle est plutôt favorable au président en exil. En parallèle, l'organisation s'occupe de résoudre politiquement la crise malgache : elle en constitue l'acteur et le médiateur majeur, en organisant depuis 2009 des réunions pour tenter de trouver un compromis politique et une sortie de crise. Après de longues et âpres négociations, la plupart des parties ont signé le 17 septembre 2011 une « feuille de route » proposée et négociée par Joaquim Chissano, ancien président mozambicain, médiateur de la SADC, et par Leonardo Simao, placé sous ses ordres<sup>10</sup>.

Outre la SADC, il existe une autre institution de coopération régionale, l'*Indian Ocean Rim-Association for Regional Cooperation* (IOR-ARC, souvent abrégée en IOR). L'IOR a été fondée en 1995 et rassemble dix-neuf pays riverains de l'océan Indien<sup>11</sup>. Pour l'Afrique du Sud, la fondation de l'IOR correspondait alors à la recherche de nouveaux partenariats avec des pays du Sud qui ne soient pas nécessairement africains, le développement des relations Sud-Sud devenant à cette époque un des piliers de la nouvelle politique étrangère de l'Afrique du Sud (Venter, 1996 ; Campbell & Scerri, 1995). Il s'agit toutefois d'une organisation beaucoup moins aboutie que la SADC, qualifiée de « *forum hétérogène, (...) aujourd'hui constellation d'Etats majoritairement pauvres polarisés par quelques pays puissants* » (Foucher et Darbon, 2001, p. 41). D'ailleurs, pour les dirigeants sud-africains, entre la SADC et l'IOR, la priorité a toujours été explicitement donnée à la SADC.

Madagascar a donc souhaité intégrer la principale organisation régionale dans son voisinage – la SADC – afin de bénéficier des retombées de la puissance économique sud-africaine, ainsi que l'IOR, association océanique, afin de s'ancrer dans les territoires

<sup>9</sup> Source : site Internet du MAE de Madagascar.

[http://www.madagascar-diplomatie.net/article.php?article\\_id=199](http://www.madagascar-diplomatie.net/article.php?article_id=199), communiqué du 26 août 2005.

<sup>10</sup> Sur de nombreux forums de discussion en ligne, les débats sont très virulents à propos de cette médiation de la SADC, considérée par nombre de Malgaches comme une ingérence insupportable. Les mêmes critiques avaient été formulées en 2002 à l'occasion de la médiation menée par Abdoulaye Wade et par l'UA (Rajaonah, 2002).

<sup>11</sup> L'un des fondements de cette association était au départ de prendre modèle sur l'APEC, le forum Asie-Pacifique. Le *Pacific Rim* et sa réussite économique suscitaient en effet de grands espoirs pour les Sud-africains et les Indiens (Venter, 1996). Les pays africains membres sont l'Afrique du Sud, le Kenya, Madagascar, Maurice, le Mozambique et la Tanzanie.

relevant pour l’Afrique du Sud de sa « *tentation du grand large* » (Alden et Freer, 1997). Il existe également des relations plus strictement bilatérales entre les deux pays.

## **2- Un exemple de mondialisation Sud-Sud. Des relations bilatérales dissymétriques mais en développement**

### *2.1. Une visibilité nouvelle de la représentation diplomatique*

Pour Madagascar, l’Afrique du Sud fait l’objet d’une attention particulière, ce que révèle de manière nette la géographie de ses ambassades sur le continent africain, où le pays n’en entretient que deux, une au Sénégal, et une en Afrique du Sud. Madagascar a ouvert une ambassade à Pretoria ainsi qu’un consulat général au Cap, dans le quartier aisé de Newlands. Réciproquement, l’Afrique du Sud semble désireuse de manifester de manière visible son intérêt pour Madagascar, car elle a fait construire un nouvel édifice, ouvert en 2007, pour abriter son ambassade. Il s’agit d’un bâtiment situé dans le nord de la ville d’Antananarivo, au bord de la route dite des Hydrocarbures, qui constitue un centre économique de première importance pour l’agglomération. Auparavant, l’ambassade de la République d’Afrique du Sud se trouvait hébergée dans une simple maison d’habitation, située dans une localité au nord de la commune d’Antananarivo, relativement éloignée du centre-ville en raison de l’engorgement de la circulation. Le nouveau bâtiment est protégé par un système de sécurité et se situe au beau milieu d’une artère très encombrée, où circulent des minibus, des voitures particulières, des charrettes à bras, des pousse-pousse et de multiples piétons nu-pieds. Il est entouré de magasins, d’usines et d’entrepôts, ainsi que d’habitations précaires nombreuses, et situé à quelques centaines de mètres du siège de Shoprite à Madagascar, lui-même très proche du magasin installé dans le centre commercial Tana Waterfront. Cette ambassade, impressionnante par ses dimensions, n’accueille pourtant que cinq diplomates sud-africains. Cela révèle néanmoins une volonté d’être visible dans le paysage urbain et d’imposer sa présence sur le territoire malgache.

### *2.2. Entreprises et citoyens sud-africains à Madagascar*

La présence numérique des Sud-africains à Madagascar est ténue<sup>12</sup>, tout comme celle des migrants internationaux (Fournet-Guérin, 2010) Elle se limite à quelques centaines de personnes tout au plus résidant dans l’île. Il s’agit pour l’essentiel de personnes travaillant pour les quelques entreprises sud-africaines présentes à Madagascar, employées dans les entreprises multinationales implantées dans le pays, ou encore d’individus venus monter une affaire. Pour ce qui est des entreprises multinationales ou étrangères, la présence des Sud-africains a souvent suscité la polémique dans l’opinion publique malgache, du moins dans les médias nationaux. En effet, plusieurs des grands projets d’investissements mis en place dans le pays dans les années 2000 font appel - ou ont prévu de le faire - à des employés sud-africains. C’est le cas de l’entreprise Qit Madagascar Minerals (QMM), filiale de Rio Tinto (groupe anglo-australien) qui a construit une mine et une usine d’exploitation de l’ilménite dans le sud-est du pays, à Fort-Dauphin (figure 3) ; le chantier aurait employé plusieurs centaines de Sud-africains, faute d’une main-d’œuvre qualifiée en nombre suffisant sur place (Sarrasin, 2007). De même, le projet - avorté en raison de très fortes oppositions internes - de l’entreprise Daewoo, révélé dans la presse internationale en novembre 2008, qui consistait à louer à l’Etat malgache plus d’un

<sup>12</sup> Réciproquement, les Malgaches résidant en Afrique du Sud ne représentent qu’une part infime des étrangers (données non communiquées par *Statistics South Africa*).

milliard d'hectares de terres sur 99 ans pour les mettre en culture et exporter les productions vers la Corée du Sud, faisait allusion à l'emploi de salariés sud-africains, notamment d'ingénieurs agronomes (Teyssier *et al.*, 2010).

Plus modestement, quelques entreprises sud-africaines sont enregistrées à Madagascar, notamment dans le domaine de la sécurité<sup>13</sup> et du gardiennage (entreprise Security Services par exemple) ou encore dans le secteur touristique, dans lequel des entrepreneurs sud-africains ont repris ou ouvert des hôtels, comme à Nosy Be ou à Maroantsetra (Figure 3). Ils y développent un hébergement de type *lodge*, dans des espaces au cadre naturel attrayant, selon une formule éprouvée en Afrique du Sud. Dans l'esprit des Sud-africains, Madagascar représente un espace aux aménités naturelles exceptionnelles, où peut se développer un écotourisme prisé d'une clientèle aisée. C'est toutefois négliger les difficultés auxquelles se heurte le développement du tourisme à Madagascar : infrastructures défaillantes (eau, électricité, routes...), insécurité juridique extrême des investissements, instabilité politique récurrente, corruption importante dans le domaine des affaires pour tout étranger désireux de s'implanter (Véron, 2011), sans compter les aléas climatiques majeurs que constituent les cyclones tropicaux qui balaient fréquemment l'île. La présence sud-africaine à Madagascar est ainsi sans aucune mesure avec celle observée déjà anciennement à Zanzibar ou à Maurice par exemple (Guébourg, 1998).

**Figure 3. Organisation spatiale et dynamiques économiques récentes sur le territoire malgache**

*2.3. Madagascar dans la « mondialisation religieuse » : une influence sud-africaine croissante*

Dans un autre domaine, Madagascar accueille des missionnaires chrétiens originaires d'Afrique du Sud, qui considèrent le pays comme une terre de mission : il fait l'objet de campagnes internationales de conversion, d'origines très diverses, dont nombre menées par des Eglises évangéliques très actives (Jacquier-Dubourdieu, 2002). C'est le cas d'African Enterprise, association évangélique sud-africaine qui vise à développer son influence sur le continent africain, notamment en milieu urbain. D'autres Eglises évangéliques sud-africaines ont pris pied à Madagascar, comme Rhema, implantée dans un quartier populaire de la capitale. Il existe également des relations entre l'Eglise protestante dominante à Madagascar et des Eglises sud-africaines, telles United Presbyterian Church of South Africa, United Church Congregationalism South Africa et Council for World Mission.

*2.3 Des liaisons aériennes limitées mais en développement*

Les flux aériens demeurent peu développés entre les deux pays. Madagascar est en effet toujours bien davantage relié à la France qu'à son grand voisin (figure 4). Qui plus est, le prix du billet d'avion entre les deux pays est très élevé. Il en va de même pour le fret, ce

<sup>13</sup> Début 2009, de violentes émeutes et des troubles politiques ont secoué la capitale. Les forces de l'ordre chargées du maintien de l'ordre auraient été secondées par des formateurs sud-africains, rapidement surnommés les « mercenaires blancs » dans plusieurs forums de discussion sur Internet. Ils ont été très rapidement assimilés aux tirailleurs sénégalais, symbole de présence militaire étrangère répressive sur le territoire en 1947 notamment. D'après le pouvoir en place alors, il s'agissait d'instructeurs présents dans le cadre de la collaboration au sein de la SADC. La Haute Autorité de Transition, qui dirige le pays depuis mars 2009 sous la houlette d'Andry Rajoelina, continue d'accuser Marc Ravalomanana d'avoir fait appel à des mercenaires sud-africains et donc de trahison.

qui limite son essor. L'aéroport d'Antananarivo est le pôle majeur des flux. La comparaison des destinations possibles depuis Madagascar et depuis l'île Maurice est éclairante sur le différentiel d'attractivité entre les deux îles, Maurice étant de loin la plus connectée à l'échelle régionale et mondiale.

**Figure 4. Le réseau aérien de Madagascar** (Source : OAG 2010; traitement F. Dobruzskes)

En dépit de ces contraintes, plusieurs vols hebdomadaires relient Madagascar à l'Afrique du Sud, depuis trois aéroports : celui de la capitale Antananarivo à Johannesburg, par la compagnie nationale Air Madagascar, par la compagnie sud-africaine South African Airways (SAA) et par la compagnie Airlink ; plus récemment, la ville de Fort-Dauphin est également reliée à Johannesburg, ce qui s'explique notamment par l'activité minière débutée en 2009. Le pôle touristique de Nosy Be est lui aussi depuis peu relié par liaison directe à la métropole sud-africaine. On retrouve dans la géographie de ces liaisons aériennes un phénomène de sélection des territoires par le processus de mondialisation, également analysable à l'échelle locale.

### **3- A l'échelle locale, une présence sud-africaine spatialement hiérarchisée : centres économiques et périphéries géographiques intégrées au processus de mondialisation**

#### *3.1. Les « pôles intégrés de croissance », hauts lieux d'attraction des investissements étrangers*

La présence sud-africaine est essentiellement concentrée dans la capitale, représentative en cela de la primatie d'Antananarivo dans le réseau urbain malgache et de son rôle de principale interface économique internationale du pays. Elle concentre 30 % de la population urbaine du pays avec une primatie allant de un à dix entre l'agglomération d'Antananarivo et celle de Tamatave, deuxième ville du pays. En dehors d'Antananarivo, les investissements sud-africains se localisent à Nosy Be et à Fort-Dauphin pour l'essentiel (figure 3). Ces deux territoires constituent deux des principaux centres économiques de Madagascar en dehors de la capitale. Nosy Be est un archipel ouvert au tourisme international (50 000 touristes étrangers en 2006, Ministère du tourisme), dans lequel l'île principale accueille nombre d'hôtels appartenant à des étrangers. Son profil est monofonctionnel. Quant à Fort-Dauphin, si la ville est de taille très modeste (moins de 100 000 habitants), l'ouverture de l'usine QMM et la mise à disposition de son port aux opérateurs économiques de la région laissent espérer un développement économique dans les décennies à venir, fondées sur l'attraction d'investissements (projet de port en zone franche). Nosy Be comme Fort-Dauphin ont été ciblés par l'ambitieuse politique économique des Pôles intégrés de croissance (PIC) mise en place en 2005 et suspendue en 2009, projets de développement fondés sur l'attraction des investissements privés et adossés à des financements de la Banque mondiale. Cette sélection de territoires spécifiques est un processus commun à de nombreux pays du Sud, cherchant à s'arrimer à la mondialisation par des espaces attractifs, sortes de zones franches, telles les ZES chinoises ou les SDI sud-africaines. La carte des investissements sud-africains se superpose donc à celle des territoires malgaches dynamiques et attractifs. La forte concentration de ces investissements dans la seule métropole du pays s'inscrit dans la même logique. Les aménités métropolitaines apparaissent le plus souvent comme le facteur principal d'attractivité, devant les logiques sectorielles (Vacchiani-Marcuzzo, 2008).



### 3.2. L'implantation spatiale de Shoprite dans la capitale malgache : un marketing territorial inédit à Madagascar

Shoprite est pour l'heure la seule chaîne de supermarché à avoir déployé une logique spatiale de maillage de l'agglomération à Antananarivo. Cela traduit une adaptation à la structure des consommateurs tananariviens, en très grande majorité non motorisés et au pouvoir d'achat faible. Cette implantation préférentielle dans la capitale s'explique par le poids économique de celle-ci, soit 42 % du PIB national (Banque mondiale, 2011). L'entreprise a eu pour stratégie de reprendre la gérance de supermarchés en déclin ou bien délaissés par des enseignes françaises, tels les locaux laissés vacants par le retrait des supermarchés Champion. Les propriétaires des lieux, une famille d'origine française, les Juge ont ainsi signé en 2002 un contrat avec Shoprite pour trois emplacements : Analakely, signalé sur leur site Internet comme étant « *downtown* », Talatamaty (à plusieurs kilomètres au nord de la ville sur la route de l'aéroport<sup>14</sup>) et Antaninarenina<sup>15</sup>. De nouvelles implantations ont eu lieu dans des locaux récents, comme à Ampefiloha, symbole d'une modernité standardisée de type international, dans le complexe commercial Tana Waterfront (photo 1) et à Tsiadana, sur la route de l'université. Au total, Shoprite a développé une stratégie spatiale simple et cohérente à l'échelle de l'agglomération : à la fois en centre-ville et en périphérie, dans des lieux bien desservis, accessibles et fréquentés par une clientèle pour l'essentiel motorisée.

Le symbole de modernité que représentent les supermarchés Shoprite – et ceux des autres enseignes d'ailleurs – en a fait la cible de pillages et de destructions lors des troubles politiques de début 2009 : plusieurs magasins Shoprite ont en effet été saccagés et pillés. Les lieux emblématiques d'une consommation inaccessible et internationalisée ont polarisé la vindicte populaire menée par des populations au pouvoir d'achat trop faible pour participer à ces modes de consommation.

### 3.3. Un modèle mondialisé en circulation : le Waterfront à Antananarivo

Le magasin situé dans le quartier d'Ambodivona fait partie du complexe baptisé Tana Waterfront (photo 1), nom anglophone qui constitue une singularité à Antananarivo : dans toute la toponymie commerciale, le référentiel linguistique est en effet en français. Qui plus est, la référence à un type d'aménagement urbain se veut explicite : il s'agit des fronts de mer réhabilités et accueillant des commerces, sur le modèle du Cap (Victoria and Albert Waterfront) tout d'abord, modèle ensuite repris à Maurice (Caudan Waterfront à Port Louis) et dans d'autres villes d'Afrique, comme à Luanda.

<sup>14</sup> Ce magasin est d'ailleurs indiqué « *airport* » sur le site Internet de l'entreprise, ce qu'aucun habitant ne désignerait ainsi car l'aéroport d'Ivato est situé à plusieurs kilomètres. Cette dénomination montre que Shoprite adopte une logique standardisée qui ne prend pas en compte la perception locale de l'espace.

<sup>15</sup> Ce supermarché occupait un emplacement emblématique connu de tous les Tananariviens : situé dans un immeuble construit dans les années trente (l'immeuble du Louvre), dans le quartier colonial et administratif, le lieu avait durant des décennies abrité le Printemps, puis le Prisunic, symboles de modernité dans la capitale, puis durant quelques années Champion. Or Shoprite a fermé en décembre 2007, car l'immeuble appartient à la famille Juge qui a résilié le bail. En 2010, c'est finalement l'hôtel du Louvre, appartenant au même propriétaire, qui s'est agrandi dans l'espace commercial délaissé.



**Photo 1 : Tana Waterfront, le centre commercial, vues extérieure et intérieure** (cliché C. Fournet-Guérin, juillet 2011)

La référence au *waterfront* s'insère dans une dynamique de marketing urbain. La transposition à Antananarivo peut surprendre, car la capitale malgache est située à 1 250 mètres d'altitude, en plein cœur de l'île, à plus de trois cents kilomètres de la mer. Le *waterfront* d'Antananarivo se résume à un marécage hâtivement assaini et situé dans un environnement particulièrement peu accueillant : bidonvilles et logements précaires abritant une population très pauvre, égouts à ciel ouvert, dizaines d'ateliers liés à l'automobile dégageant une forte pollution à proximité (les « Ferrodo » utilisent de l'amiante pour les plaquettes de freins), et à proximité de l'une des grandes zones industrielles et commerciales de la capitale, la route des Hydrocarbures (photo 2).



**Photo 2. Tana Waterfront : les villas néo-traditionnelles, le lac et à l'arrière-plan, la « tour Orange » en construction, le quartier d'affaires en développement et la route des hydrocarbures** (cliché C. Fournet-Guérin, juillet 2011).

On est très loin de la notion originelle de *waterfront* et la volonté de transposer ici un modèle mondialisé se heurte aux réalités de la capitale malgache. Sur le papier ou sur un site Internet, la dénomination Tana Waterfront peut susciter l'intérêt, mais tout visiteur se rendant sur le site ne pourra qu'être surpris du décalage avec la configuration du lieu. Le Tana Waterfront apparaît alors comme une enclave, construite comme telle : l'accès au centre commercial se fait par une rue privatisée et sécurisée<sup>16</sup> et l'ensemble est clos par un mur d'enceinte. A Antananarivo, un tel ensemble clos constitue une nouveauté dans le paysage urbain. L'ensemble, appartenant à la famille Juge, comprend également un hôtel haut de gamme destiné à une clientèle d'affaires, le siège de la radio-télévision Viva

<sup>16</sup> En 2009, lors des troubles qui ont agité la capitale durant plusieurs mois, le propriétaire du Tana Waterfront explique que l'un des deux accès restait fermé en permanence, tandis que l'autre n'était ouvert que ponctuellement pour les allées et venues des usagers du Waterfront (locataires et employés). L'accès est en permanence filtré et sécurisé, et fermé de 20 h à 8 h par une compagnie privée de sécurité.

(appartenant à l'actuel président de la Haute Autorité de Transition, Andry Rajoelina), et plusieurs villas cossues construites dans l'architecture merina traditionnelle, louées à des étrangers aisés (diplomates, représentants de la Banque mondiale, d'Air France...). Cet aménagement montre la volonté d'adapter un modèle urbain mondialisé, de s'arrimer à des flux internationaux et d'entrer ainsi dans une dynamique de rattrapage.

L'impact spatial des liens entre l'Afrique du Sud et Madagascar s'avère donc circonscrit à quelques territoires géographiquement périphériques de l'île comme Nosy Be et Fort-Dauphin, mais centraux dans certaines activités économiques extraverties (tourisme, extraction minière) et fortement mondialisées, ou bien à la seule grande ville du pays, Antananarivo. Cependant, les liens entre les deux pays demeurent modestes, essentiellement parce que l'Afrique du Sud a d'autres partenaires proches et que Madagascar ne représente une priorité dans aucun domaine.

#### **4. Une longue histoire de relations inabouties ? Le poids des représentations et les limites des liens**

##### *4.1. Une fascination ancienne de Madagascar pour son grand voisin...*

L'exemple du Tana Waterfront illustre à quel point l'Afrique du Sud constitue un modèle pour les élites économiques malgaches et combien elle fascine par sa réussite économique. Cela s'inscrit dans une longue histoire des représentations de l'Afrique du Sud par les Malgaches. En effet, durant la période coloniale, les autorités locales représentant le pouvoir métropolitain n'ont eu de cesse de vouloir établir des liens économiques avec l'Afrique du Sud, tentatives le plus souvent contrées par la France. Il s'agissait pour les administrateurs de Madagascar de chercher des voies de modernisation économique et d'échapper « à un tête-à-tête exclusif avec la lointaine métropole » (Frémigacci et Rabearimanana, 1990, p. 152). Le territoire sud-africain est alors considéré comme une « métropole de substitution », en particulier durant les deux guerres mondiales qui isolent Madagascar de la France. C'est ainsi qu'en 1944 l'Afrique du Sud représente 17 % du commerce extérieur malgache, pour tomber à 3 % dès 1946.

Après l'indépendance de Madagascar en 1960, la même politique est poursuivie par les autorités malgaches, et ce en dépit de la politique d'apartheid qui plaçait l'Afrique du Sud au ban des nations africaines (exclusion de l'OUA). Entre 1968 et 1972, sur son initiative, la République malgache noua des contacts avec l'Afrique du Sud avec la visite d'une délégation officielle malgache en août 1971 (Randrianja, 2007). A la suite de ce voyage, Madagascar acquit le statut de « pays voisin ami » et à ce titre, l'Afrique du Sud encouragea les échanges économiques : suppression réciproque des taxes portuaires, échanges de produits agricoles favorisés (17 % du café alors importé par l'Afrique du Sud provenait de Madagascar), coopération technique aboutissant à l'agrandissement de la piste de l'aéroport de Nosy Be, afin de la rendre accessible aux Boeing 707, et très ambitieux projet d'aménagement d'une cale sèche dans le nord-ouest (baie de Narinda), dans le but d'y réparer les gros navires obligés d'emprunter le canal du Mozambique à la suite de la fermeture du canal de Suez. Mais tous ces projets ont été dénoncés par la Deuxième République malgache, instaurée à la suite d'une révolution à tonalité socialiste en 1972.

S. Randrianja (*art. cit.*) dégage deux motivations des autorités malgaches pour expliquer le paradoxe de cette quête de liens avec un Etat raciste stigmatisé par beaucoup de pays d'Afrique. L'anticommunisme tout d'abord aurait animé l'Etat malgache. Le pragmatisme économique aurait constitué la seconde motivation : l'Afrique du Sud est alors considérée

comme un pays, sinon développé, du moins relativement riche, dont l'amitié pourrait être bénéfique à Madagascar. C'est occulter une troisième explication, très importante dans l'histoire des représentations entre l'Afrique du Sud et Madagascar, évoquée par D. Bach (1990, p. 209) : « *Les Malgaches qui se rendent en Afrique du Sud [en 1970-1071] y ont le statut de « Blancs d'honneur », ce qui leur donne accès aux meilleurs hôtels et aux diverses facilités réservées aux seuls Blancs* ». Autrement dit, pour les Malgaches, il était alors très valorisant de jouir ainsi du statut de « pays ami » de l'Afrique du Sud. De manière plus informelle, certains universitaires malgaches expliquent que le régime d'apartheid ne suscitait pas les mêmes réactions de rejet à Madagascar auprès des élites tananariviennes que dans le reste du continent africain, car ces dernières partageaient un commun mépris des Noirs. En effet, en malgache, le terme *mainity*, signifiant noir, est devenu synonyme de descendant d'esclave et la couleur de la peau constitue un puissant élément discriminant dans les relations sociales à Madagascar : les membres des hautes castes s'autodésignent en effet comme *fotsy*, c'est-à-dire blancs, et se perçoivent comme tels (Razafindralambo, 2005).

#### 4.2. ... Mais des liens demeurant limités

Les liens économiques entre les deux voisins demeurent dissymétriques. Pour l'Afrique du Sud, Madagascar est un partenaire marginal. La part de Madagascar dans le commerce extérieur sud-africain est en effet dérisoire : en 2008, ce pays ne représentait que 0,3 % des exportations sud-africaines en valeur, ce qui plaçait Madagascar au 44<sup>ème</sup> rang de ses partenaires commerciaux (mais cependant le troisième en Afrique) ; pour ce qui est des importations, la place de Madagascar est infime (0,3 % des importations en provenance d'Afrique) ; enfin, Madagascar constitue le vingt-deuxième partenaire commercial de l'Afrique du Sud pour sa balance commerciale, avec 1,2 % des échanges commerciaux du pays<sup>17</sup>. Toutefois, la faiblesse de l'économie malgache explique en partie ces échanges dissymétriques.

L'Afrique du Sud est avant tout tournée vers ses proches voisins ou vers les pays du Nord et émergents. Cela s'inscrit dans un héritage ancien : tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les tentatives sud-africaines de développer les échanges avec Madagascar ont toutes échoué. Cette île a certes toujours été considérée comme une « *terre exotique pleine d'opportunités* » (Frémigacci et Rabearimanana, *ibid.*, p. 147), mais ce regard posé sur la Grande île n'a entraîné que des déboires dans les échanges : mirages de la prospection de l'or, puis du pétrole, projets de colonisation agraire dans les hautes terres, refusés par les autorités coloniales malgaches, échec retentissant du grand projet de cale sèche et enfin modestie des investissements actuels dans le secteur touristique, alors même que les atouts de Madagascar sont susceptibles d'attirer des investisseurs sud-africains. D'autres pays de la région ont pu pourvoir aux quêtes des investisseurs ou répondre aux volontés politiques du gouvernement sud-africain, soit en raison de leur stabilité politique (Maurice), soit en raison de leur langue (Maurice, anglophone), ou encore et surtout en raison de leur proximité géographique et de leurs rapports historiques (Zambie, Zimbabwe, Angola, Namibie...). Pour la nouvelle Afrique du Sud, les pays ayant soutenu l'ANC sous le régime d'apartheid doivent en effet être remerciés et constituent une priorité diplomatique et économique. Dans le concept de Renaissance africaine, largement promu par les autorités sud-africaines depuis 1994, et plus encore sous la présidence de Thabo Mbeki

<sup>17</sup> Source : <http://www.thedti.gov.za/econdb/raportt/rapcoun.html>, Southern african Trade Statistics, Department of Trade and Industry.

dans les années 2000<sup>18</sup> (Crouzel, 2000), l'Afrique australe joue un rôle central qui permet de favoriser la stratégie « *d'africanisation de l'Afrique du Sud* » (Foucher et Darbon, p. 78). Pour ce pays en effet considéré comme un pays occidental à l'époque de l'apartheid, il est primordial d'affirmer son ancrage continental. Depuis la présidence de Jacob Zuma, les lignes directrices de la politique étrangère suivent une autre trajectoire (Lafargue, 2009 ; Dika, Porteilla, 2009), parfois bienveillante envers des régimes politiques plutôt en marge de la communauté internationale et reléguant de plus en plus le concept de « renaissance africaine » au simple statut de chimère. Le pays se tourne désormais davantage vers la Chine et l'Inde que vers ses voisins continentaux.

Même pour Madagascar, l'Afrique du Sud reste un partenaire mineur : le pays ne représente que 4,4 % de ses importations en 2009, et moins de 2 % de ses exportations. Pour les IDE, l'Afrique du Sud n'a représenté en 2007 qu'une part infime des flux reçus par Madagascar (0,02 % en 2007<sup>19</sup>) et des stocks (0,4 % en 2007). Cependant, Madagascar a été exclu par les Etats-Unis de l'*African Growth Opportunity Act* (AGOA) en 2010, à la suite de la déstabilisation politique. Or l'AGOA permettait au secteur textile d'exporter dans ce pays sans droits de douane. Dans ce contexte, un homme d'affaires influent, PDG du groupe Socota, a déclaré à la presse malgache en juillet 2011 : « *Les marchés de la SADC, avec l'Afrique du Sud en tête, sont en pleine croissance. Ils nous ont permis de compenser intégralement la perte de nos marchés américains, à la suite de notre exclusion de la liste des pays éligibles à l'AGOA. C'est dire à quel point l'intégration de Madagascar dans la SADC a été bénéfique à notre industrie textile nationale et constitue un facteur stratégique de son développement futur*<sup>20</sup> ». Faut-il lire dans ces propos de Salim Ismail un tournant dans les relations malgacho-sud-africaines ?

L'étude géographique des liens Sud-Sud entre la puissance émergente et l'un des pays les plus pauvres du continent africain corrobore pleinement la conclusion dressée à propos de la période coloniale : « *L'étude des relations entre Madagascar et l'Afrique du Sud (...)* souligne combien certaines situations historiques peuvent se perpétuer contre toute évidence géographique : deux pays proches, aux économies, au moins en apparence, complémentaires, n'ont entretenu que des rapports faibles et discontinus » (Frémigacci et Rabearimanana, *ibid.*, p. 169). Cela s'explique aisément du point de vue de l'Afrique du Sud : depuis une quinzaine d'années, ce pays a comme priorité économique et politique de développer ses liens avec le continent africain. « *L'Afrique du Sud est un pays d'Afrique. C'est un fait presque nouveau* » (Gervais-Lambony, 2001). En ce sens, Madagascar apparaît comme une périphérie au sens propre comme au figuré, peinant à quitter son statut de marge dans la mondialisation. A l'inverse, Madagascar ne se considère pas comme pleinement africain (Nativel et Rajaonah, 2007), en raison d'un ancien tropisme asiatique souvent réactivé, et d'une volonté manifeste de se démarquer du continent pour des raisons identitaires. Néanmoins, alors que l'Afrique du Sud souhaite développer sa coopération avec les pays de l'océan Indien, l'intérêt bien compris de Madagascar ne serait-il pas de s'arrimer à la puissance africaine voisine ? Au regard de l'intensification des liens Sud-Sud, particulièrement manifestes avec la Chine et l'Inde, la pertinence de cette stratégie sud-africaine se dégage. Il s'agit bien d'un exemple de ce qui est désigné comme la « mondialisation de voisinage », processus qui combine des phénomènes à l'échelle mondiale (IDE, prosélytisme religieux des mouvements évangéliques ou encore

<sup>18</sup> Son successeur, Jacob Zuma, a abandonné ce slogan et la vision qui lui était attachée lors de son accession au pouvoir en 2008.

<sup>19</sup> Source : ambassade de France, mission économique. <http://www.missioneco.org/madagascar/index.asp>.

<sup>20</sup> *Midi Madagasikara*, 27 juillet 2011.

adoption locale de modèles urbanistiques et architecturaux standardisés) et des politiques économiques régionales réactivées dans le contexte de développement économique de l'Afrique du Sud. Ces liens sont dès lors à interpréter dans le cadre d'une reconfiguration des partenaires internationaux pour l'ancienne colonie française qu'est Madagascar.

## Bibliographie

- Ahwireng-Oben F. & McGowan P., 1998, "Partner or Hegemon ? South Africa in Africa : Part 2", *Journal of Contemporary African Studies*, 16, 1.
- Aicardi De Saint-Paul M. (dir.), 1997, « Afrique du Sud-Afrique australe. Interdépendances et antagonismes », *Afrique contemporaine*, numéro spécial, n° 184.
- Alden C. et Freer G., 1997, « La tentation du grand large : l'Indian Ocean Rim », *Afrique contemporaine*, n° 184, pp. 199-207.
- Bach D. C. (dir.), 1990, *La France et l'Afrique du Sud*, Paris, Karthala, 432 p.
- Bach D. C., 1990, « Les initiatives franco-sud-africaines de « dialogue » avec l'Afrique francophone », *La France et l'Afrique du Sud*, Paris, Karthala, pp. 203-214.
- Banque mondiale, 2011, *L'urbanisation ou le nouveau défi malgache*, Antananarivo, Banque mondiale, 224 p.
- Bretagnolle A., Le Goix R. et Vacchiani-Marcuzzo C., 2011, *Métropoles et mondialisation*, Paris, La documentation photographique, n° 8082, 63 p.
- Campbell G. R. & Scerri M., 1995, "The prospects for an Indian Ocean Rim Economic Association", *South African Journal of International Affairs*, vol. 2, (2), pp. 15-16.
- Crouzel I., 2000, « La "renaissance africaine", un discours sud-africain ? », *Politique africaine*, n° 77, pp. 171-182.
- Darbon D., 2000, *L'après-Mandela. Enjeux sud-africains et régionaux*, Paris, Karthala, 547 p.
- Dika P-P, Porteilla R., 2009, « La politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud : les dilemmes de l'après-Mbeki », *Recherches internationales*, n°85, p.143-156.
- Foucher M. et Darbon D., 2001, *L'Afrique du Sud, puissance utile ?*, Belin, Paris, 128 p.
- Fournet-Guérin C., 2010, « Madagascar, île immobile ? Paradoxes, contraintes et essor des mobilités dans un pays du Sud », *Espaces, populations, sociétés*, n° 2-3, pp. 237-249.
- Fremigacci J. et Rabearimanana L., 1990, « Madagascar, colonie française, et l'Afrique du Sud. Du mythe au miroir », *La France et l'Afrique du Sud*, Bach D. C. (dir.), pp. 145-169.
- Gastineau B., Gubert F., Robillard A.-S., Roubaud F. (éds.), 2010, *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, Paris, IRD, 335 p.
- Gervais-Lambony P., 2012, *Afrique du Sud, Entre héritages et émergence*, La Documentation Photographique, n°8088, Paris, La Documentation française, 64 p.
- Gervais-Lambony P., 2001, *L'Afrique du Sud et les pays voisins*, Paris, Armand Colin, 253 p.
- Guebourg J.-L., 1998, *Petites îles et archipels de l'océan Indien*, Paris, Karthala, 570 p.
- Jacquier-Dubourdieu L., 2002, « De la guérison des corps à la guérison de la nation. Réveil et mouvements évangéliques à l'assaut de l'espace public », *Politique africaine*, n° 86, pp. 70-85.
- Lafargue F., 2009, « Afrique du Sud, de Mandela à Zuma : les ambiguïtés d'une politique étrangère », *Revue internationale et stratégique*, 1, p.32-4.
- Nativel D. et Rajaonah F.V. (dir.), 2007, *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Paris, Karthala, 485 p.
- Rajaonah F., 2002, « Les imaginaires de l'étranger dans la crise malgache », *Politique africaine*, n° 86, pp. 152-170.

- Randrianja S., 2007, « Les relations entre l'Afrique du Sud et Madagascar (1967-1971) », *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Nativel D. et Rajaonah F.V. (dir.), Paris, Karthala, pp. 319-344.
- Razafindralambo L. N., 2005, « Inégalité, exclusion, représentations sur les hautes terres de Madagascar », *Cahiers d'études africaines*, n° 179-180, XLV, pp. 879-903.
- Sarrasin B., 2007, « Le projet minier de QIT Madagascar Mineral à Tolagnaro (Fort-Dauphin, Madagascar) : quels enjeux de développement ? », *Afrique contemporaine*, n° 221, pp. 205-221.
- Teyssier A., Ramarojohn L. et Ratsilonana R. A., 2010, « Des terres pour l'agro-industrie internationale ? Un dilemme pour la politique foncière malgache », *EchoGéo*, <http://echogeo.revues.org/11649>, Numéro 11.
- Vacchiani-Marcuzzo C., 2008, « Quelle place pour le Cap dans la mondialisation ? : Stratégies spatiales des IDE et dynamique urbaine », in A. Dubresson, S. Jaglin (eds), *Le Cap après l'apartheid. Gouvernance métropolitaine et changement urbain*, Paris, Karthala, p.157-182.
- Vacchiani-Marcuzzo C., 2005, *Mondialisation et systèmes de villes : les entreprises étrangères et l'évolution des agglomérations sud-africaines*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université Paris 1, 360 p. <http://tel.ccsd.cnrs.fr/docs/00/05/44/70/PDF/these.pdf>
- Venter D., 1996, « South Africa/Indian Ocean Region. The emergence of a new Relationship », *L'Afrique politique*, CEAN/Karthala, pp. 243-261.
- Véron J.-B., 2011, « L'Afrique post-indépendances : 50 ans de crises ? L'exemple de Madagascar », *Afrique contemporaine*, n° 235, pp. 115-126.